

L'Arabie Saoudite empêtrée dans l'affaire Khashoggi

Article rédigé par *La Sélection Hebdo*, le 16 octobre 2018

Source [La Sélection Hebdo] Ce n'est pas d'aujourd'hui que les services secrets d'un pays font disparaître un gêneur. Encore faut-il ne pas se faire prendre et sauver les apparences, même si personne n'est dupe. Faute d'avoir pris un minimum de précautions, les « barbouzes » saoudiennes responsables de la disparition et du probable assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, placent Ryad dans une position délicate sur la scène internationale.

C'est ballot, tant d'amateurisme ! De gros investisseurs se désistent pour la deuxième édition du « Davos du désert », le sommet « Future Investment Initiative » qui doit se tenir du 23 au 25 octobre à Ryad. Même les alliés de l'Arabie Saoudite que de solides carnets de commandes rendent généralement peu regardants, tels les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et -très timidement- la France, sont forcés de froncer les sourcils...

Les autorités turques accusent l'Arabie saoudite d'avoir commandité le rapt et le meurtre à Istanbul du journaliste saoudien Jamal Khashoggi connu pour ses critiques envers le prince héritier. Sur des vidéos de surveillance largement diffusés sur les réseaux sociaux, on voit le journaliste pénétrer dans l'enceinte du bâtiment le 2 octobre, en début d'après-midi. Il n'en est pas ressorti... Sa fiancée turque, qui l'avait accompagné jusqu'au bâtiment où il était venu récupérer un document certifiant qu'il n'était pas déjà marié, s'en est naturellement alarmée. Elle a alerté un conseiller du président turc Erdogan : Ankara est donc bel et bien à la manœuvre dans la large publicité donnée à cette disparition.

Cela donne un « thriller » pimenté de détails « gore » tels que la découpe à la scie à os (ce détail est dûment mentionné par le New York Times) du cadavre du malheureux journaliste dont on assure qu'il a été préalablement torturé, avant que ses restes démembrés soient exfiltrés de Turquie dans des bagages diplomatiques. Les noms et les dates de naissance des quinze assassins dépêchés par Ryad ont été publiés par le quotidien turc Daily Sabah, dans son édition du 10 octobre. L'un d'eux serait un médecin légiste, d'autres des officiers de l'armée saoudienne. Selon le Washington Post, les services de renseignement américains auraient intercepté des communications entre responsables saoudiens évoquant cet enlèvement avant qu'il ne se produise. Les médias américains sont d'autant plus enclins à relayer ces informations que Khashoggi, ancien rédacteur en chef du quotidien saoudien al-Watan tombé en disgrâce lors de l'avènement du prince héritier Mohammed Ben Salman, s'était exilé à Washington l'an dernier avant de s'installer en Turquie. Opposant au régime saoudien, hostile en particulier à l'intervention au Yémen, il continuait à écrire, notamment dans le Washington Post. Trois jours avant sa disparition, le journaliste avait confié dans une interview à la BBC qu'il craignait pour sa vie s'il retournait dans son pays.

Le scénario d'un crime d'Etat est d'autant plus crédible que l'Arabie Saoudite est soupçonnée d'autres disparitions inquiétantes. Telle celle, en 2015, du prince saoudien Turki Ben Bandar qui depuis son exil à Paris publiait des vidéos critiquant le régime. Jusqu'à ce qu'il se volatilise, voici près de trois ans. A présent, l'Arabie Saoudite apprend à ses dépens qu'il est moins risqué de faire disparaître un prince qu'un journaliste. Relevons cependant avec Georges Malbrunot, du Figaro, que la réaction des autorités françaises reste très en deçà de celles des pays anglo-saxons : alors que le Département d'Etat américain réclame « une enquête approfondie et indépendante » sur la disparition de Khashoggi, le gouvernement français se contente jusqu'à présent d'un communiqué laconique du Quai d'Orsay : « La France est préoccupée [...], nous souhaitons que sa situation soit éclaircie le plus rapidement possible ». Quant au président Macron, il renvoie à ce communiqué et attend « que les vérités et la clarté complète soient établies. » Pas de quoi écorner nos contrats !